

Overwegende het protocol voor vakbondsonderhandeling binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX, het Provinciaal en Plaatselijk comité voor overheidsdiensten, afdeling II, en het Onderhandelingscomité voor het statuut van de personen in het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gesloten op 1 maart 2021;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs voor sociale promotie en de minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het aantal ambten dat per inspecteursambt moet worden vervuld of waarvoor een aanwervingsreserve wordt gevormd, voor de oproep tot kandidaatstelling die in de loop van het jaar 2021 wordt gelanceerd, overeenkomstig artikel 12, tweede lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, is vermeld in de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 3. De minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie en de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs zijn, elk op hun bevoegdheidsgebied, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juni 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/41983]

3 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'épreuve d'admission à la formation initiale donnant accès aux fonctions d'inspecteur en application des articles 12, alinéas 1 et 2, 13, § 5, 17 et 19 du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, les articles 12, alinéas 1 et 2, 13, § 5, 17 et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2021 fixant les profils de compétences visés aux articles 17, alinéa 3, et 33, alinéa 1^{er}, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2021 relatif à la composition des jurys d'admission à la formation initiale visés à l'article 19 du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2021 portant exécution de l'article 13, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2021 fixant le plan de formation initiale des inspecteurs en application de l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Vu le « Test genre » du 25 janvier 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation du secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné, selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu le 1^{er} mars 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 2 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication d'un avis dans le délai susvisé ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la proposition de l'Inspectrice générale coordinatrice du 25 janvier 2021 fondée sur les nécessités du service, appréciées en tenant compte du cadre fixé en vertu de l'article 9, alinéa 2, du décret précité ;

Considérant que, conformément à l'article 17, alinéa 7, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, le nombre de candidats à auditionner dans le cadre de l'épreuve d'admission à la formation initiale dépend du nombre de candidats qui postulent et réussissent la partie écrite de l'épreuve avec au moins 60 % des points ;

Considérant qu'une première estimation du nombre de candidats ne sera connue qu'à la clôture de l'appel à candidatures, plus précisément à l'issue de l'examen des conditions d'accès visées à l'article 13, §§ 1^{er} et 2, du décret précité ;

Considérant que le nombre exact de candidats admis à la partie orale de l'épreuve d'admission ne sera connu qu'à l'issue de la partie écrite de l'épreuve d'admission ;

Considérant que sur la base d'une estimation raisonnable, compte tenu du nombre de postes à pourvoir dans le cadre de la première épreuve d'admission organisée après l'entrée en vigueur du décret précité, multiplié par trois, le nombre de candidats à la partie orale de l'épreuve d'admission peut être évalué entre 300 et 900 candidats ;

Considérant qu'il est de bonne administration d'auditionner un maximum de 7 candidats par jour ; qu'en tablant sur une durée comprise entre 60 minutes et 70 minutes consacrée à chaque candidat (audition et délibération) et compte tenu du fait que la procédure est susceptible de s'étendre sur plusieurs semaines, il est raisonnable de prévoir l'audition de 5 candidats par jour ;

Considérant dès lors que s'il y avait 300 candidats, il faudrait 60 jours, soit 12 semaines, pour les auditionner, que s'il y avait 600 candidats, il faudrait 120 jours, soit 24 semaines, pour les auditionner, et que s'il y avait 900 candidats, il faudrait 180 jours, soit 36 semaines, pour les auditionner ;

Considérant que la composition du jury, telle que prévue par le décret précité, mobilise un grand nombre d'acteurs qui devront s'extraire de leurs responsabilités et de la gestion de leurs tâches pour une longue durée ;

Considérant la difficulté de mobiliser un seul fonctionnaire général de rang 15 au moins tous les jours sur plusieurs mois ;

Considérant dès lors qu'il est nécessaire de constituer plusieurs jurys pour la partie orale de l'épreuve d'admission, comme le permet l'article 19, alinéa 1^{er}, du décret précité ;

Considérant que la partie écrite de l'épreuve d'admission peut pour sa part être organisée plus aisément sous la responsabilité d'un seul jury, évidemment respectueux de la composition fixée par le décret précité ;

Que celui-ci aurait la charge de statuer sur la recevabilité des candidatures, d'adopter un questionnaire à choix multiples adapté aux connaissances et compétences investiguées, de superviser la partie écrite de l'épreuve d'admission et de valider les résultats de celle-ci ;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions et de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « le décret » : le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

2° « l'épreuve d'admission » : l'épreuve d'admission à la formation initiale visée aux articles 17 à 20 du décret ;

3° « le jury » : le(s) jury(s) de l'épreuve d'admission composé(s) conformément à l'article 19 du décret.

4° « le candidat » : la personne qui introduit sa candidature à l'épreuve d'admission ;

5° « le profil de compétences » : le profil de compétences commun à l'exercice de la fonction d'inspecteur fixé dans l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2021 fixant les profils de compétences visés aux articles 17, alinéa 3, et 33, alinéa 1^{er}, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.

6° « le collège des présidents » : dans le cas où plusieurs jurys sont constitués pour la partie orale de l'épreuve d'admission, un collège réunissant les présidents de ces jurys, est chargé, moyennant décisions prises au consensus, de coordonner les travaux des jurys qu'ils président, afin d'assurer l'unité d'appréciation et l'égalité de traitement des candidats.

CHAPITRE 2. — De l'appel à candidatures et des modalités de forme et délai pour l'introduction d'une candidature à l'épreuve d'admission en application des articles 12 et 13, § 5 du décret

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement charge les ministres fonctionnels d'établir et de lancer l'appel à candidatures à l'épreuve d'admission à la formation initiale, selon le contenu, les modalités et les règles de forme suivants :

1° les destinataires concernés par l'appel à candidatures, conformément à l'article 13 du décret ;

2° le nombre de postes à pourvoir, conformément à l'article 12, alinéa 2, du décret, la description de la fonction d'inspecteur, les fonctions à pourvoir, les compétences requises, ainsi que les critères de sélection visés à la section 2 du présent arrêté ;

3° les conditions d'accès aux fonctions, conformément à l'article 13, §§ 1^{er} à 3, du décret ;

4° le délai et la forme pour introduire son acte de candidature : à peine d'irrecevabilité, tout acte de candidature doit être introduit sous forme électronique dans le délai fixé dans l'appel à candidatures ; ce délai ne peut être inférieur à 10 jours ouvrables, ni supérieur à 20 jours ouvrables, tels que définis à l'article 1^{er}, § 2, 15° du décret.

Un accusé de réception est envoyé endéans les 5 jours ouvrables par voie électronique ;

5° les documents à fournir, le délai pour les communiquer et les conséquences attachées à l'incomplétude du dossier de candidature. A peine d'irrecevabilité de la candidature, doivent être communiqués :

- un extrait de casier judiciaire (modèle 2), daté de 6 mois maximum à la date de remise du document ;

- une attestation relative à l'état du dossier disciplinaire du candidat pour les 5 années précédentes, et émanant de chaque pouvoir organisateur au sein duquel il a effectué des prestations à titre définitif au cours des 5 années précédentes ;

- lorsque le candidat postule à la fonction d'inspecteur d'un cours de religion ou du cours de morale non confessionnelle, le visa émanant de l'autorité du culte concerné ou de l'organisation reconnue par la loi dont il relève et qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle et délivré selon les modalités définies à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2021 portant exécution de l'article 13, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Les pièces requises doivent parvenir aux Services du Gouvernement exclusivement par voie électronique à l'adresse courriel prévue à cet effet et mentionnée dans l'appel à candidatures, dans un délai maximum de 20 jours ouvrables tels que définis à l'article 1^{er}, 15° du décret, à compter du dernier jour du lancement de l'appel à candidatures. Si l'appel à candidatures est lancé le mois qui précède le début des vacances d'été, ce délai est fixé à 35 jours ouvrables à compter du dernier jour de l'appel à candidatures.

Lorsqu'un candidat ne dépose pas l'attestation relative à l'état de son dossier disciplinaire endéans le délai prévu à l'alinéa précédent, le délai est prorogé jusqu'à 5 jours ouvrables avant la partie écrite de l'épreuve d'admission à condition que le candidat démontre qu'il a effectué la demande au plus tard à la date limite d'introduction des candidatures. Pour bénéficier de cette prorogation, le candidat fournit la preuve de cette demande dans le délai visé à l'alinéa précédent. La décision de recevabilité de la candidature est alors prise sous réserve du contenu de la pièce manquante.

Lors de l'envoi de l'accusé de réception visé au 4°, ou dans un courriel ultérieur, le jury chargé de statuer sur la recevabilité des candidatures, et désigné en application de l'article 19, peut demander au candidat de produire, endéans le délai qu'il fixe expressément à peine d'irrecevabilité de la candidature, lequel ne peut être inférieur à 5 jours ouvrables, tout autre document que ceux énumérés au 5° et qu'il juge indispensable à la vérification des conditions d'accès.

Un accusé de réception est envoyé endéans les 5 jours ouvrables par voie électronique après réception des pièces complémentaires envoyées par le candidat.

Le jury chargé de la partie écrite de l'épreuve d'admission, également chargé de statuer sur la recevabilité des candidatures, statue sur celles-ci de manière telle que sa décision soit notifiée par voie électronique dans un délai de 10 jours ouvrables minimum avant la partie écrite de l'épreuve d'admission ;

6° les lieux et la date envisagés pour la partie écrite de l'épreuve d'admission.

Dans la convocation, les coordonnées du lieu de passation de la partie écrite de l'épreuve d'admission ainsi que l'horaire sont communiqués par voie électronique dans un délai de 10 jours ouvrables minimum avant la partie écrite de l'épreuve d'admission ;

7° les règles et modalités relatives au déroulement de l'épreuve d'admission, ainsi que les critères d'évaluation, conformément au chapitre 3 du présent arrêté ;

8° les moyens de communication entre les Services du Gouvernement, le Service général de l'Inspection et les candidats. L'usage exclusif d'un procédé électronique peut être imposé.

§ 2. Le(s) ministre(s) fonctionnellement compétent(s) assure(nt) la ou leur publication au *Moniteur belge* et notamment sur le site internet enseignement.be ainsi que par voie de circulaire.

CHAPITRE 3. — De l'épreuve d'admission

Section 1^{re}. — Modalités relatives à l'épreuve d'admission en application de l'article 17 du décret

Sous-section 1^{re}. — Partie écrite de l'épreuve d'admission

Art. 3. La partie écrite de l'épreuve d'admission est organisée au même moment pour tous les candidats aux fonctions d'inspecteur visées dans l'appel à candidatures lancé conformément à l'article 2.

Si les règles sanitaires en vigueur l'imposent, elle peut être organisée sous la forme d'une épreuve en ligne ou reportée d'initiative par les ministres fonctionnels.

La durée de la partie écrite de l'épreuve d'admission est comprise entre 2 heures et 4 heures.

Art. 4. Le jury chargé de la partie écrite de l'épreuve d'admission arrête le questionnaire à choix multiples conformément à l'article 17, alinéas 5 et 6, du décret, ainsi que les réponses correctes à y donner. Le questionnaire est commun à toutes les fonctions d'inspecteur visées dans l'appel à candidatures lancé conformément à l'article 2.

Le nombre de questions du questionnaire à choix multiples est fixé entre 40 items et 60 items.

Art. 5. § 1^{er}. Les candidats à la partie écrite de l'épreuve d'admission ne peuvent, pendant la durée de ladite épreuve, ni disposer de documents, ni faire usage d'un téléphone, d'un ordinateur, d'une tablette ou de tout autre instrument connecté ou assimilé.

Est prohibée toute prise de contact, directe ou indirecte, par un candidat avec les membres du jury en relation avec l'épreuve.

Les représentants syndicaux peuvent assister, à titre exclusif d'observateurs, à la partie écrite de l'épreuve d'admission. Ces derniers sont tenus à la plus grande discrétion durant le déroulement de l'épreuve écrite et au secret quant à la teneur de l'épreuve, jusqu'au terme de la procédure.

Le fonctionnaire général qui dirige l'Administration générale de l'Enseignement désigne des agents du Ministère de la Communauté française chargés de veiller à la régularité des opérations et d'assurer la surveillance et la police de l'épreuve écrite.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas en cas d'épreuve en ligne organisée conformément à l'article 3, alinéa 2, du présent arrêté.

§ 2. Tout incident de non-respect des consignes, de fraude ou de tricherie apparente par un candidat au cours de la partie écrite de l'épreuve d'admission est immédiatement acté par les agents visés au § 1^{er}, alinéa 4, et notifié au jury chargé de la partie écrite de l'épreuve d'admission.

La fraude ou la tricherie, sous quelque forme que ce soit, entraîne l'exclusion du candidat de l'épreuve d'admission et le rejet de sa candidature. Le non-respect des consignes entraîne l'exclusion du candidat et le rejet de sa candidature s'il a pu nuire à l'égalité entre candidats. Le jury de la partie écrite de l'épreuve d'admission statue sur l'exclusion du candidat à l'épreuve d'admission et sur le rejet de sa candidature après lui avoir donné l'occasion, par voie de convocation électronique, d'être entendu ou, selon sa préférence, de faire parvenir des observations écrites, endéans le délai de deux jours ouvrables qui lui aura été assigné. En cas de demande d'audition, le recours à la visioconférence peut être imposé par le jury de la partie écrite de l'épreuve d'admission. En cas d'absence à l'audition demandée, ledit jury statue valablement en tenant compte, le cas échéant, des observations formulées par écrit.

§ 3. Les résultats obtenus à la partie écrite de l'épreuve d'admission sont notifiés aux candidats par voie électronique dans un délai de 40 jours ouvrables maximum à compter du jour de la passation de la partie écrite de l'épreuve d'admission. Ils sont communiqués au jury chargé de la partie orale de l'épreuve d'admission, ou aux jurys s'il y en a plusieurs, chacun pour ce qui les concerne, en vue de l'établissement du classement visé à l'article 18 du décret.

§ 4. La convocation à la partie orale de l'épreuve d'admission est communiquée par voie électronique dans un délai de minimum 15 jours ouvrables avant le premier jour des auditions de la partie orale de l'épreuve d'admission.

Sous-section 2. — Partie orale de l'épreuve d'admission

Art. 6. La partie orale de l'épreuve d'admission consiste en un entretien devant le jury.

Lorsque plusieurs jurys sont institués en exécution de l'article 19, alinéas 1^{er} à 3, du décret, les candidats sont convoqués devant l'un d'entre eux dans le respect des exigences résultant des articles 11 et 12.

Si les règles sanitaires en vigueur l'imposent, la partie orale de l'épreuve d'admission peut être organisée sous forme de visioconférence en fonction de l'évolution de la situation sanitaire, tout en veillant à assurer l'unicité d'appréciation.

Les différents candidats sont entendus individuellement par le jury devant lequel ils ont été convoqués, dans le respect de l'ordre alphabétique.

Art. 7. Les Services du Gouvernement ou le prestataire de services convoquent les candidats à la partie orale de l'épreuve d'admission par voie électronique avec demande d'accusé de réception.

Art. 8. Lorsque plusieurs jurys sont institués en exécution de l'article 19, alinéas 1^{er} à 3, du décret, le collège des présidents coordonne l'adoption par les jurys qu'ils président d'un canevas d'entretien commun à l'ensemble des candidats convoqués devant chacun de ces jurys.

Art. 9. § 1^{er}. Les candidats à la partie orale de l'épreuve d'admission ne peuvent, pendant la durée de ladite épreuve, ni disposer de documents, ni faire usage de leur téléphone, ordinateur, tablette ou de tout autre instrument connecté ou assimilé. Ils ne peuvent utiliser que l'ordinateur ou les documents mis à disposition par le jury dans le cadre de l'épreuve.

Est prohibée toute prise de contact, directe ou indirecte, par un candidat avec les membres du jury en relation avec l'épreuve.

Les représentants syndicaux peuvent assister, à titre exclusif d'observateurs, à la partie orale de l'épreuve d'admission. Ces derniers sont tenus à la plus grande discrétion durant le déroulement de la partie orale de l'épreuve d'admission et au secret quant à la teneur de l'épreuve, jusqu'au terme de la procédure.

Le candidat est autorisé à prendre des notes durant l'épreuve. Le candidat remet ses notes au jury à l'issue de celle-ci.

Le Président du jury est chargé de veiller à la régularité des opérations et d'assurer la police de l'épreuve orale.

Les alinéas 1 et 4 ne s'appliquent pas en cas d'épreuve en ligne conformément à l'article 6, alinéa 3.

§ 2. Tout incident de non-respect des consignes, de fraude ou de tricherie apparente par un candidat au cours de l'épreuve est immédiatement acté par le jury.

La fraude ou la tricherie, sous quelque forme que ce soit, entraîne l'exclusion du candidat de l'épreuve et le rejet de sa candidature. Le non-respect des consignes entraîne l'exclusion du candidat et le rejet de sa candidature s'il a pu nuire à l'égalité entre candidats. Le jury compétent pour auditionner le candidat statue sur son exclusion de l'épreuve d'admission et sur le rejet de sa candidature après lui avoir donné l'occasion, par voie de convocation électronique, d'être entendu ou, selon sa préférence, de faire parvenir des observations écrites, endéans le délai de deux jours ouvrables qui lui aura été assigné. En cas de demande d'audition, le recours à la visioconférence peut être imposé par le jury. En cas d'absence à l'audition demandée, le jury statue valablement en tenant compte, le cas échéant, des observations formulées par écrit.

§ 3. Les résultats obtenus à la partie orale de l'épreuve d'admission sont notifiés aux candidats par voie électronique dans un délai de 40 jours ouvrables maximum à compter du dernier jour de la passation de la partie orale de l'épreuve d'admission.

Sous-section 3. — Modalités finales de l'épreuve

Art. 10. En même temps que la notification prévue à l'article 9, § 3, chaque candidat est informé, par voie électronique avec demande d'accusé de réception, du classement correspondant à la (aux) fonction(s) d'inspecteurs pour laquelle (lesquelles) il a postulé et, en cas de classement en ordre utile, de son admission à la formation initiale.

La formation initiale commence au plus tôt dans les 10 jours ouvrables qui suivent la notification de l'admission à l'ensemble des candidats à la formation initiale.

Sous-section 4. — Règles particulières pour les auditions en cas de pluralité de jurys chargés de la partie orale de l'épreuve d'admission

Art. 11. Lorsque plusieurs jurys chargés de la partie orale de l'épreuve d'admission sont institués en exécution de l'article 19, alinéas 1^{er} à 3, du décret, afin de respecter le principe d'égalité, tous les candidats à une même fonction sont auditionnés par un même jury.

Art. 12. Les candidats qui postulent à plusieurs fonctions d'inspecteur sont auditionnés à une seule reprise par un même jury.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans les cas où les candidatures aux différentes fonctions ne sont pas analysées par un même jury, le candidat qui postule à plusieurs fonctions est auditionné par un des jurys concernés, déterminé par le collège des présidents tenant compte de la bonne organisation de l'ensemble des auditions.

Section 2. — Critères d'évaluation de l'épreuve d'admission en application de l'article 17, alinéa 4, du décret

Sous-section 1^{re}. — Partie écrite de l'épreuve d'admission

Art. 13. Les critères d'évaluation de la partie écrite de l'épreuve portent sur le nombre de réponses correctes données aux questions à choix multiples selon la répartition des points suivante :

- a) Maîtrise des connaissances spécifiques visées au point 1), a), du profil de compétences : 15 points ;
- b) Maîtrise des connaissances spécifiques visées au point 1), b), du profil de compétences : 20 points ;
- c) Maîtrise des connaissances spécifiques visées au point 1), c), du profil de compétences : 10 points ;
- d) Maîtrise des connaissances spécifiques visées au point 1), d), du profil de compétences : 5 points.

Art. 14. La note finale de l'épreuve écrite est déterminée sur un total de 50 points. Le cas échéant, la cotation attribuée s'arrête à la deuxième décimale.

Sous-section 2. — Partie orale de l'épreuve d'admission

Art. 15. Les critères d'évaluation de la partie orale de l'épreuve portent sur :

- a) Maîtrise des compétences techniques de communication orale visées au point 2), b), deuxième et troisième tirets, du profil de compétences : 15 points ;
- b) Maîtrise des compétences génériques et comportementales visées au point 3), du profil de compétences : 35 points.

Art. 16. La note finale de l'épreuve orale est déterminée sur un total de 50 points. Le cas échéant, la cotation attribuée s'arrête à la deuxième décimale.

Section 3. — Modalités de fonctionnement du ou des jurys en application de l'article 19, alinéa 5 du décret

Art. 17. § 1^{er}. Le jury se réunit valablement si la moitié au moins de ses membres est présente.

§ 2. Le jury ne peut se réunir en l'absence du président ou de son suppléant.

§ 3. Si les règles sanitaires en vigueur l'imposent ou pour des raisons organisationnelles, les réunions du jury peuvent être organisées sous forme de visioconférence ou en alternance, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire, tout en veillant à assurer l'unicité d'appréciation.

Art. 18. Le jury se fait assister d'un ou de plusieurs secrétaire(s), désigné(s) par le fonctionnaire général qui dirige la Direction générale du Pilotage du système éducatif.

Le secrétaire est notamment chargé, en toute confidentialité, de préparer les dossiers en vue de l'examen de la recevabilité des candidatures par le jury chargé de statuer à ce sujet, de dresser les procès-verbaux des délibérations du jury, de notifier les décisions du jury et d'avertir les organisations syndicales de la tenue des épreuves pour assurer conformément à l'article 19, alinéa 4, du décret, le cas échéant, la présence d'un observateur. Il n'a pas de voix délibérative.

Art. 19. Les décisions du jury sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 20. § 1^{er}. Les membres suppléants ne siègent qu'en cas d'empêchement des membres effectifs, dûment justifié par un cas de force majeure, les nécessités du service ou un conflit d'intérêt éventuel, notamment dans les cas visés au paragraphe 2.

Cette justification est communiquée par écrit au président et au secrétaire du jury.

§ 2. Un membre du jury ne peut prendre part aux délibérations concernant un candidat dont il est soit le conjoint, soit le cohabitant, soit un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus.

Art. 21. Le membre du jury exerce son mandat à titre personnel, en faisant preuve de rigueur, de discrétion et d'impartialité. Hors les cas d'exception prévus à l'article 458 du Code pénal, il est tenu au secret quant aux contenus et formes de l'examen, aux contenus et formes des délibérations, et à toute information à caractère personnel dont il aurait connaissance dans le cadre de son mandat.

Il s'abstient de toute attitude et déclaration publiques quant au contexte, aux principes et aux modalités d'organisation et de délibération de cet examen, tant avant que pendant et après le déroulement de celui-ci.

Il s'engage à participer avec assiduité aux travaux du jury.

Art. 22. Le jury de la partie écrite de l'épreuve d'admission est notamment chargé de statuer sur le respect des conditions d'accès aux fonctions et la recevabilité des candidatures, d'arrêter un questionnaire à choix multiples adapté aux connaissances et compétences à investiguer, de superviser la partie écrite de l'épreuve d'admission et de délibérer les résultats de celle-ci.

Art. 23. Le jury de la partie orale est chargé notamment d'auditionner, d'évaluer les candidats, de valider les motivations des décisions pour chaque candidat ainsi que de procéder au classement des candidats par fonction.

Lorsque plusieurs jurys chargés de la partie orale de l'épreuve d'admission sont institués en exécution de l'article 19, alinéas 1^{er} à 3, du décret, le classement par fonction auquel procède chaque jury est arrêté moyennant coordination préalable par le collège des présidents, assisté d'au moins un expert externe par jury.

CHAPITRE 4. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 24. Dans le cadre de l'épreuve d'admission à la formation initiale organisée pour la première fois après l'entrée en vigueur du décret, quatre jurys sont constitués :

- un jury a la charge de la partie écrite de l'épreuve d'admission ;
- trois jurys ont la charge de la partie orale de l'épreuve d'admission.

La répartition des fonctions entre jurys est fixée par le Gouvernement. En cas de déséquilibre manifeste entre le nombre de candidats à auditionner par chaque jury de la partie orale de l'épreuve d'admission, ou de circonstance imprévue se manifestant après l'appel à candidatures, le collège des présidents peut opérer, par décision motivée, des adaptations à cette répartition pour garantir le déroulement efficace de l'épreuve d'admission.

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 26. Le Ministre qui a l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions et le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juin 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/41983]

3 JUNI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de proef voor de toelating tot de initiële opleiding voor de toegang tot de ambten van inspecteur met toepassing van de artikelen 12, eerste en tweede lid, 13, § 5, 17 en 19 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst, de artikelen 12, eerste en tweede lid, 13, § 5, 17 en 19;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2021 tot vaststelling van de competentieprofielen bedoeld in de artikelen 17, derde lid, en 33, eerste lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juni 2021 betreffende de samenstelling van de examencommissies voor de toelating tot de initiële opleiding bedoeld in artikel 19 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juni 2021 tot uitvoering van artikel 13, § 1, tweede en derde lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juni 2021 tot vaststelling van het plan voor de initiële opleiding van inspecteurs met toepassing van artikel 22, § 2, eerste lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst;

Gelet op de « gendertest » van 25 januari 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het protocol voor vakbondsonderhandelingen in het onderhandelingscomité van Sector IX, het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II en het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van de werknemers die onder deze overheid ressorteren, gesloten op 1 maart 2021;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gestuurd aan de Raad van State op 2 april 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het gebrek aan mededeling van een advies binnen de bovenvermelde termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het voorstel van de Coördinerend Inspecteur-Generaal van 25 januari 2021 gebaseerd op de behoeften van de dienst, beoordeeld met inachtneming van de personeelsformatie bepaald in artikel 9, tweede lid, van voornoemd decreet;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 17, zevende lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst, het aantal kandidaten die gehoord moeten worden in het kader van de proef voor de toelating tot de initiële opleiding afhankelijk is van het aantal kandidaten die solliciteren en die met ten minste 60% van de punten slagen voor het schriftelijke gedeelte van de proef;

Overwegende dat een eerste schatting van het aantal kandidaten pas bekend zal zijn bij het sluiten van de oproep tot kandidaten, inzonderheid na het onderzoek van de toegangsvoorwaarden bedoeld in artikel 13, §§ 1 en 2, van voornoemd decreet;

Overwegende dat het exacte aantal kandidaten dat wordt toegelaten tot het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef pas bekend zal zijn na het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef;

Overwegende dat op basis van een redelijke schatting, rekening houdend met het aantal te vervullen betrekkingen in het kader van de eerste toelatingsproef georganiseerd na de inwerkingtreding van voornoemd decreet, vermenigvuldigd met drie, het aantal kandidaten voor het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef tussen 300 en 900 kandidaten geraamd kan worden;

Overwegende dat het administratief redelijk is om maximaal 7 kandidaten per dag te interviewen; dat, door te rekenen op een duur van 60 minuten tot 70 minuten voor elke kandidaat (hoorzitting en beraadslaging) en rekening houdend met het feit dat de procedure zich waarschijnlijk over meerdere weken zal uitstrekken, het redelijk is om te voorzien in het horen van 5 kandidaten per dag;

Overwegende dat als er 300 kandidaten zijn, het 60 dagen, d.w.z. 12 weken, zal duren om ze te horen, dat als er 600 kandidaten zijn, het 120 dagen zal duren, d.w.z. 24 weken, om ze te horen, en dat als er 900 kandidaten zijn, het 180 dagen zal duren, d.w.z. 36 weken om ze te horen;

Overwegende dat de samenstelling van de examencommissie, zoals voorzien in voornoemd decreet, een groot aantal actoren mobiliseert die voor een lange tijd hun verantwoordelijkheden niet kunnen uitoefenen en hun opdrachten niet kunnen beheren;

Overwegende de moeilijkheid om gedurende enkele maanden elke dag een enkele ambtenaar-generaal van minstens rang 15 te mobiliseren;

Overwegende dat het aldus noodzakelijk is om meerdere examencommissies samen te stellen voor het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef, zoals toegestaan door artikel 19, eerste lid, van voornoemd decreet;

Overwegende dat het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef gemakkelijker kan worden georganiseerd onder de verantwoordelijkheid van één enkele examencommissie, die uiteraard de samenstelling bepaald door voornoemd decreet naleeft;

Dat deze laatste verantwoordelijk zou zijn voor het beslissen over de ontvankelijkheid van de kandidaturen, het opstellen van een meerkeuzevragenlijst aangepast aan de onderzochte kennis en vaardigheden, het begeleiden van het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef en het bekrachtigen van de resultaten daarvan.

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie en de Minister van Onderwijs;
Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° « het decreet » : het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;
- 2° « de toelatingsproef » : de proef voor de toelating tot de initiële opleiding bedoeld in de artikelen 17 tot 20 van het decreet;
- 3° « de examencommissie » : de examencommissie(s) van de toelatingsproef samengesteld overeenkomstig artikel 19 van het decreet.
- 4° « de kandidaat » : de persoon die zijn kandidatuur voor de toelatingsproef indient;
- 5° « het competentieprofiel » : het competentieprofiel dat gemeenschappelijk is voor de uitoefening van het ambt van inspecteur bepaald in bijlage 1 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2021 tot vaststelling van de competentieprofielen bedoeld in de artikelen 17, derde lid, en 33, eerste lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst;

6° « het college van voorzitters » : indien voor het mondeling gedeelte van de toelatingsproef meerdere examencommissies worden samengesteld, is een college waarin de voorzitters van deze examencommissies samenkomen, verantwoordelijk voor de coördinatie van de werkzaamheden van de examencommissies die zij voorzitten, door middel van beslissingen genomen bij consensus om de eenheid van de beoordeling en de gelijke behandeling van kandidaten te garanderen.

HOOFDSTUK 2. — *De oproep tot kandidaten en de nadere regels voor de vorm en de termijn voor de indiening van een kandidatuur voor de toelatingsproef met toepassing van de artikelen 12 en 13, § 5 van het decreet*

Art. 2. § 1. De regering draagt de functionele ministers op de oproep voor kandidaten voor de proef voor de toelating tot de initiële opleiding vast te stellen en te lanceren, volgens de volgende inhoud, nadere regels en vormregels:

- 1° de ontvangers betrokken bij de oproep tot kandidaten overeenkomstig artikel 13 van het decreet;
- 2° het aantal te vervullen betrekkingen, overeenkomstig artikel 12, tweede lid, van het decreet, de beschrijving van het ambt van inspecteur, de te vervullen ambten, de vereiste bekwaamheden, alsook de selectiecriteria bedoeld in afdeling 2 van dit besluit;
- 3° de voorwaarden voor de toegang tot de ambten overeenkomstig artikel 13, §§ 1 tot 3, van het decreet;
- 4° de termijn en vorm voor de indiening van de kandidaatstelling: op straffe van onontvankelijkheid moet elke kandidaatstelling in elektronische vorm worden ingediend binnen de termijn vermeld in de oproep tot kandidaten; deze termijn mag niet korter zijn dan 10 werkdagen, noch langer dan 20 werkdagen, zoals bepaald in artikel 1, § 2, 15°, van het decreet.

Een ontvangstbewijs wordt binnen 5 werkdagen langs elektronische weg gestuurd;

5° de te verstrekken documenten, de termijn voor de mededeling ervan en de gevolgen van de onvolledigheid van het dossier van kandidatuur. Op straffe van onontvankelijkheid van de kandidatuur, moet het volgende worden meegegeeld:

- een uittreksel uit het strafregister (model 2), gedateerd ten hoogste 6 maanden vanaf de datum van indiening van het document;
- een attest met betrekking tot de stand van zaken van het tuchtdossier van de kandidaat voor de afgelopen 5 jaar, en van elke inrichtende macht waar hij de voorbije 5 jaar prestaties in vast verband verleend heeft;
- wanneer de kandidaat naar het ambt van inspecteur van een cursus godsdienst of een cursus niet-confessionele zedenleer solliciteert, het visum van het hoofd van de betrokken eredienst of van de organisatie erkend bij de wet waaronder hij ressorteert en die morele steun biedt volgens een niet-confessionele filosofische opvatting en uitgevaardigd volgens de nadere regels bepaald in artikel 2 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 juni 2021 tot uitvoering van artikel 13, § 1, tweede en derde lid, het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst;

De vereiste stukken moeten aan de diensten van de Regering uitsluitend langs elektronische weg bezorgd worden, op het e-mailadres dat hiervoor wordt opgegeven en vermeld in de oproep tot kandidaten, binnen een termijn van maximum 20 werkdagen zoals bepaald in artikel 1, 15° van het decreet, vanaf de laatste dag van het lanceren van de oproep tot kandidaten. Als de oproep tot kandidaten gelanceerd wordt de maand voorafgaand aan het begin van de zomervakantie, wordt deze termijn vastgesteld op 35 werkdagen vanaf de laatste dag van de oproep tot kandidaten.

Indien een kandidaat het attest met betrekking tot de stand van zaken van zijn tuchtdossier niet binnen de termijn bedoeld in het vorige lid voorlegt, wordt de termijn verlengd tot 5 werkdagen voor het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef op voorwaarde dat de kandidaat aantoonde dat hij de aanvraag uiterlijk op de vervaldatum voor de indiening van de kandidaturen ingediend heeft. Om in aanmerking te komen voor deze verlenging, levert de kandidaat het bewijs van deze aanvraag binnen de termijn bedoeld in het vorige lid. De ontvankelijkheidsbeslissing van de kandidatuur wordt vervolgens genomen onder voorbehoud van de inhoud van het ontbrekende document.

Bij het verzenden van het ontvangstbewijs bedoeld in 4°, of in een volgende e-mail, kan de examencommissie die bevoegd is om te beslissen over de ontvankelijkheid van de kandidaturen, en die benoemd wordt met toepassing van artikel 19, de kandidaat vragen om, binnen de termijn die zij uitdrukkelijk bepaalt op straffe van onontvankelijkheid van de kandidatuur, die niet minder dan 5 werkdagen mag zijn, elk ander document voor te leggen dan die vermeld in 5° en dat zij essentieel acht voor het nagaan van de naleving van de toegangsvoorwaarden.

Een ontvangstbewijs wordt binnen 5 werkdagen langs elektronische weg verzonden na ontvangst van de aanvullende documenten die door de kandidaat bezorgd zijn.

De examencommissie die verantwoordelijk is voor het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef, die ook verantwoordelijk is voor het beslissen over de ontvankelijkheid van de kandidaturen, beslist er zo over dat haar beslissing langs elektronische weg wordt meegegeeld binnen een termijn van minimum 10 werkdagen vóór het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef;

- 6° de beoogde plaatsen en datum voor het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef.

In de oproeping worden de gegevens van de plaats waar het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef zal worden afgenomen alsook het rooster langs elektronische weg meegedeeld en dit, binnen minimaal 10 werkdagen voorafgaand aan het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef;

7° de regels en de nadere regels met betrekking tot het verloop van de toelatingsproef, alsook de evaluatiecriteria, overeenkomstig hoofdstuk 3 van dit besluit;

8° de communicatiemiddelen tussen de diensten van de Regering, de Algemene Inspectiedienst en de kandidaten. Het exclusieve gebruik van een elektronische procedure kan worden opgelegd.

§ 2. De functioneel bevoegde minister (s) zorgt (en) voor de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en inzonderheid op de website enseignement.be alsook per omzendbrief.

HOOFDSTUK 3. — *Toelatingsproef*

Afdeling 1. — Nadere regels voor de toelatingsproef met toepassing van artikel 17 van het decreet

Onderafdeling 1. — Schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef

Art. 3. Het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef wordt, voor alle kandidaten voor de ambten van inspecteur die in de overeenkomstig artikel 2 bekendgemaakte oproep tot het indienen van kandidaturen worden genoemd, op hetzelfde tijdstip gehouden.

Indien de geldende gezondheidsvoorschriften zulks vereisen, kan het worden georganiseerd als een onlineproef of worden uitgesteld op initiatief van de functionele ministers.

Het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef duurt tussen 2 en 4 uur.

Art. 4. De examencommissie belast met het schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef beslist over de meerkeuzevragenlijst overeenkomstig artikel 17, vijfde en zesde lid, van het decreet, alsook over de juiste antwoorden die moeten worden gegeven. De vragenlijst is gemeenschappelijk voor alle inspecteursambten die in de overeenkomstig artikel 2 bekendgemaakte oproep tot het indienen van kandidaturen worden genoemd.

Het aantal vragen in de meerkeuzevragenlijst is vastgesteld tussen 40 en 60 items.

Art. 5. § 1. Tijdens het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef mogen de kandidaten geen documenten tot hun beschikking hebben en evenmin gebruik maken van een telefoon, computer, tablet of ander aangesloten of gelijkaardig toestel.

Elk rechtstreeks of onrechtstreeks contact van een kandidaat met de leden van de examencommissie in verband met de proef is verboden.

Vertegenwoordigers van de vakbonden mogen het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef uitsluitend als waarnemer bijwonen. Zij zijn gehouden tot de grootst mogelijke discretie tijdens het schriftelijke gedeelte en tot geheimhouding omtrent de inhoud van de proef tot het einde van de procedure.

De algemene ambtenaar belast met het algemeen bestuur van het onderwijs wijst ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap aan die belast zijn met het toezicht op de regelmatigheid van de verrichtingen en met de controle en het goede verloop van de schriftelijke proef.

Lid 1 is niet van toepassing in het geval van een onlineproef die wordt georganiseerd overeenkomstig artikel 3, lid 2, van dit besluit.

§ 2. Van elk geval van niet-naleving van de richtlijnen, fraude of klaarblijkelijk bedrog door een kandidaat tijdens het schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef wordt onmiddellijk door de in paragraaf 1, vierde lid, bedoelde ambtenaren akte genomen en het wordt ter kennis gebracht van de examencommissie die verantwoordelijk is voor het schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef.

Fraude of bedrog in welke vorm dan ook leidt tot uitsluiting van de kandidaat van de toelatingsproef en tot afwijzing van zijn kandidatuur. Niet-naleving van de richtlijnen leidt tot uitsluiting van de kandidaat en tot afwijzing van zijn kandidatuur indien dit van invloed zou kunnen zijn op de gelijkheid onder kandidaten. De examencommissie voor het schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef beslist of de kandidaat van de toelatingsproef wordt uitgesloten en of zijn sollicitatie wordt afgewezen nadat hij in de gelegenheid werd gesteld te worden gehoord, dan wel of hij desgewenst zijn schriftelijke opmerkingen binnen de daarvoor gestelde termijn van twee werkdagen heeft kunnen indienen. In geval van een verzoek om te worden gehoord, kan de examencommissie voor het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef het gebruik van videoconferentie opleggen. Als de kandidaat niet aanwezig is bij de hoorzitting waar hij om verzocht heeft, neemt de examencommissie een geldige beslissing, waarbij rekening wordt gehouden met eventuele schriftelijke opmerkingen.

§ 3. De resultaten van het schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef worden uiterlijk 40 werkdagen na de dag waarop het schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef is afgenomen, langs elektronische weg aan de kandidaten meegedeeld. Zij worden meegedeeld aan de examencommissie die belast is met het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef, of aan de examencommissies indien er meerdere zijn, elk wat haar betreft, met het oog op het opstellen van de rangschikking bedoeld in artikel 18 van het decreet.

§ 4. De oproeping voor het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef wordt ten minste 15 werkdagen voor de eerste dag van het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef elektronisch toegezonden.

Onderafdeling 2. — Mondeling gedeelte van de toelatingsproef

Art. 6. Het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef bestaat uit een onderhoud met de examencommissie.

Wanneer overeenkomstig artikel 19, leden 1 tot en met 3, van het decreet, meerdere examencommissies worden ingesteld, worden de kandidaten opgeroepen voor een van deze examencommissies met inachtneming van de voorschriften van de artikelen 11 en 12.

Indien de geldende gezondheidsvoorschriften zulks vereisen, kan het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef, afhankelijk van de evolutie van de gezondheidstoestand, in de vorm van een videoconferentie worden georganiseerd, waarbij erop wordt toegezien dat er één enkele beoordeling plaatsvindt.

De kandidaten worden individueel, in alfabetische volgorde, gehoord door de examencommissie waartoe zij zijn uitgenodigd.

Art. 7. De regeringsdiensten of de dienstverlener nodigen de kandidaten langs elektronische weg met een verzoek om ontvangstbevestiging uit voor het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef.

Art. 8. Wanneer overeenkomstig artikel 19, eerste tot derde lid, van het decreet, meerdere examencommissies worden ingesteld, coördineert het college van voorzitters de aanneming door de examencommissies die zij voorzitten van een gemeenschappelijk schema voor het gesprek met alle kandidaten die voor elk van deze examencommissies worden opgeroepen.

Art. 9. § 1. Tijdens het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef mogen de kandidaten geen documenten tot hun beschikking hebben of gebruik maken van hun telefoon, computer, tablet of enig ander aangesloten of gelijkaardig toestel. Zij mogen voor de proef enkel gebruik maken van de computer of van de door de examencommissie ter beschikking gestelde documenten.

Elk rechtstreeks of onrechtstreeks contact van een kandidaat met de leden van de examencommissie in verband met de proef is verboden.

Vertegenwoordigers van de vakbonden mogen het mondeling gedeelte van de toelatingsproef uitsluitend als waarnemer bijwonen. Zij zijn gehouden tot de grootst mogelijke discretie tijdens het mondeling gedeelte en tot geheimhouding omtrent de inhoud van de proef tot het einde van de procedure.

De kandidaat mag tijdens de proef aantekeningen maken. De kandidaat overhandigt zijn nota's aan de examencommissie aan het einde van de proef.

De voorzitter van de examencommissie is verantwoordelijk voor de regelmatigheid van de procedure en voor het toezicht op de mondelinge proef.

De eerste en vierde leden zijn niet van toepassing in het geval van een onlineproef die wordt georganiseerd overeenkomstig artikel 6, derde lid.

§ 2. Van elk geval van niet-naleving van de richtlijnen, fraude of klaarblijkelijk bedrog door een kandidaat tijdens de proef wordt onmiddellijk door de examencommissie akte genomen.

Fraude of bedrog in welke vorm dan ook leidt tot uitsluiting van de kandidaat van de proef en tot afwijzing van zijn kandidaatstelling. Niet-naleving van de richtlijnen leidt tot uitsluiting van de kandidaat en tot afwijzing van zijn sollicitatie indien dit van invloed zou kunnen zijn op de gelijkheid onder kandidaten. De examencommissie bevoegd om de kandidaat te horen beslist of de kandidaat van de toelatingsproef wordt uitgesloten en of zijn sollicitatie wordt afgewezen nadat hij in de gelegenheid werd gesteld te worden gehoord, dan wel of hij desgewenst zijn schriftelijke opmerkingen binnen de daarvoor gestelde termijn van twee werkdagen heeft kunnen indienen. In geval van een verzoek om te worden gehoord, kan de examencommissie het gebruik van videoconferentie opleggen. Als de kandidaat niet aanwezig is bij de hoorzitting waar hij om verzocht heeft, neemt de examencommissie een geldige beslissing, waarbij rekening wordt gehouden met eventuele schriftelijke opmerkingen.

§ 3. De resultaten van het mondeling gedeelte van de toelatingsproef worden uiterlijk 40 werkdagen na de dag waarop het mondeling gedeelte van de toelatingsproef is afgenomen, langs elektronische weg aan de kandidaten meegegeeld.

Onderafdeling 3. — Definitieve nadere regels voor de proef

Art. 10. Gelijktijdig met de in artikel 9, § 3, bedoelde kennisgeving wordt iedere kandidaat langs elektronische weg, met verzoek om ontvangstbevestiging, in kennis gesteld van de rangschikking die overeenkomt met het (de) ambt(en) van inspecteur waarvoor hij heeft gesolliciteerd en, in geval van een nuttige rangschikking, van zijn toelating tot de initiële opleiding.

De initiële opleiding begint ten vroegste 10 werkdagen na de kennisgeving van de toelating van alle kandidaten voor de initiële opleiding.

Onderafdeling 4. — Speciale regels voor hoorzittingen met meerdere examencommissies voor het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef

Art. 11. Wanneer overeenkomstig artikel 19, eerste tot derde lid, van het decreet, verschillende examencommissies bevoegd zijn voor het mondeling gedeelte van de toelatingsproef, worden, met het oog op de naleving van het gelijkheidsbeginsel, alle kandidaten voor eenzelfde ambt door dezelfde examencommissie gehoord.

Art. 12. Kandidaten die naar meer dan één ambt als inspecteur solliciteren, mogen slechts eenmaal door dezelfde examencommissie worden gehoord.

In afwijking van het eerste lid wordt, indien de sollicitaties voor de verschillende ambten niet door dezelfde examencommissie worden onderzocht, een kandidaat die naar meer dan één ambt solliciteert, door een van de betrokken examencommissies gehoord, waarbij deze commissie door het college van voorzitters wordt vastgesteld met inachtneming van de goede organisatie van alle gesprekken.

Afdeling 2. — Beoordelingscriteria voor de toelatingsproef in toepassing van artikel 17, vierde lid, van het decreet

Onderafdeling 1. — Schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef

Art. 13. De beoordelingscriteria voor het schriftelijke gedeelte van de proef zijn het aantal juiste antwoorden op de meerkeuzevragen, volgens de onderstaande puntenverdeling:

- a) Beheersing van de specifieke kennis bedoeld in punt 1, onder a), van het competentieprofiel: 15 punten;
- b) Beheersing van de specifieke kennis bedoeld in punt 1, onder b), van het competentieprofiel: 20 punten;
- c) Beheersing van de specifieke kennis bedoeld in punt 1, onder c), van het competentieprofiel: 10 punten;
- d) Beheersing van de specifieke kennis bedoeld in punt 1, onder d), van het competentieprofiel: 5 punten.

Art. 14. Het eindcijfer voor de schriftelijk proef wordt bepaald op een totaal van 50 punten. In voorkomend geval stopt het toegekende cijfer bij de tweede decimaal.

Onderafdeling 2. — Mondeling gedeelte van de toelatingsproef

Art. 15. De beoordelingscriteria voor het mondelinge gedeelte van de proef zijn de volgende:

- a) Beheersing van de technische vaardigheden inzake mondelinge communicatie bedoeld in punt 2, onder b), tweede en derde streepje, van het competentieprofiel: 15 punten;
- b) Beheersing van de in punt 3) van het competentieprofiel bedoelde algemene vaardigheden en gedragscompetenties: 35 punten.

Art. 16. Het eindcijfer voor de mondeling proef wordt bepaald op een totaal van 50 punten. In voorkomend geval stopt het toegekende cijfer bij de tweede decimaal.

*Afdeling 3. — Nadere regels voor de werking van de examencommissie(s)
met toepassing van artikel 19, vijfde lid, van het decreet*

Art. 17. § 1. De examencommissie komt geldig bijeen als ten minste de helft van haar leden aanwezig is.

§ 2. De examencommissie mag niet bijeenkomen in afwezigheid van de voorzitter of zijn plaatsvervanger.

§ 3. Indien de geldende gezondheidsvoorschriften zulks vereisen of om organisatorische redenen kunnen de vergaderingen van de examencommissie, afhankelijk van de evolutie van de gezondheidssituatie, in de vorm van een videoconferentie of afwisselend worden georganiseerd, waarbij erop wordt toegezien dat er één enkele beoordeling plaatsvindt.

Art. 18. De examencommissie wordt bijgestaan door een of meer secretaris(sen) die (wordt) worden aangewezen door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de algemene directie Sturing van het onderwijssysteem.

De secretaris is inzonderheid belast met het in alle vertrouwelijkheid voorbereiden van de dossiers met het oog op het onderzoek van de ontvankelijkheid van de kandidaturen door de examencommissie die hierover uitspraak moet doen, met het opstellen van de notulen van de beraadslagingen van de examencommissie, met de kennisgeving van de beslissingen van de examencommissie en met de kennisgeving aan de vakbondsorganisaties van het houden van de proeven, teneinde zo nodig de aanwezigheid van een waarnemer te verzekeren overeenkomstig artikel 19, vierde lid, van het decreet. Hij is niet stemgerechtigd.

Art. 19. De beslissingen van de examencommissie worden genomen bij de meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 20. § 1. De plaatsvervangende leden nemen enkel zitting indien de gewone leden verhinderd zijn wegens overmacht, het belang van de dienst of een mogelijk belangenconflict, inzonderheid in de in paragraaf 2 bedoelde gevallen.

Deze motivering wordt schriftelijk meegedeeld aan de voorzitter en de secretaris van de examencommissie.

§ 2. Een examencommissielid mag niet deelnemen aan de beraadslagingen over een kandidaat van wie hij of zij de echtgeno(o)t(e), samenwonende partner, ouder of familielid is tot en met de vierde graad is.

Art. 21. Het examencommissielid oefent zijn mandaat uit op persoonlijke titel en betracht daarbij striktheid, discretie en onpartijdigheid. Afgezien van de uitzonderingen waarin artikel 458 van het strafwetboek voorziet, is hij tot geheimhouding verplicht wat betreft de inhoud en de vorm van het examen, de inhoud en de vorm van de beraadslagingen en alle persoonlijke gegevens die hij in de uitoefening van zijn mandaat heeft verkregen.

Hij onthoudt zich van iedere openbare houding of verklaring met betrekking tot de context, de beginselen en de nadere regels van organisatie en beraadslaging van dit examen, zowel vóór, tijdens, als na de uitvoering ervan.

Hij verbindt zich ertoe nauwgezet aan de werkzaamheden van de examencommissie deel te nemen.

Art. 22. De examencommissie voor het schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef is inzonderheid bevoegd om te beslissen of aan de voorwaarden voor toegang tot het ambt is voldaan en of de kandidaturen ontvankelijk zijn, om een meerkeuzevragenlijst op te stellen die is afgestemd op de te toetsen kennis en vaardigheden, om toezicht te houden op het schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef en om te beraadslagen over de resultaten.

Art. 23. De examencommissie voor het mondelinge gedeelte is belast met het ondervragen/horen en beoordelen van de kandidaten, het goedkeuren van de motivering van de voor elke kandidaat genomen beslissingen en het rangschikken van de kandidaten per ambt.

Wanneer overeenkomstig artikel 19, leden 1 tot en met 3, van het decreet, meerdere examencommissies worden ingesteld die verantwoordelijk zijn voor het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef, wordt de indeling per ambt voor elke examencommissie bepaald door het college van voorzitters, bijgestaan door minstens één externe deskundige voor elke examencommissie, na voorafgaande coördinatie.

HOOFDSTUK 4. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 24. In het kader van de toelatingsproef voor de initiële opleiding, die voor het eerst na de inwerkingtreding van het decreet wordt gehouden, worden vier examencommissies samengesteld:

- een examencommissie is belast met het schriftelijke gedeelte van de toelatingsproef;
- drie examencommissies zijn verantwoordelijk voor het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef.

De verdeling van de ambten over de examencommissies wordt door de regering bepaald. Ingeval het aantal kandidaten dat door elke examencommissie voor het mondelinge gedeelte van de toelatingsproef wordt gehoord, kennelijk onevenwichtig is, of ingeval zich na de oproep tot het indienen van kandidaturen onvoorziene omstandigheden voordoen, kan het college van voorzitters deze verdeling bij een met redenen omklede beslissing aanpassen om een efficiënt verloop van de toelatingsproef te waarborgen.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 26. De minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie en de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juni 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR